



**CGLU**  
Commission

Inclusion Sociale,  
Démocratie Participative  
et Droits Humains

## “Municipalisme”, mouvements sociaux et approches féministes

### Des perspectives des collectivités locales sur comment promouvoir la co-crédation des villes et le respect des droits à l'échelle locale

1<sup>er</sup> Décembre, 15h00 – 17h00 CET (GMT +1)

[Lien](#) pour la connexion à travers Zoom

### Questions directrices pour la session

- Quelles sont les tendances qui redéfinissent le municipalisme et comment sont-elles liées aux mouvements sociaux et aux demandes sociales ?
- Comment favoriser le plein potentiel des villes co-crédées basées sur la coopération, qui sont inclusives et soucieuses des droits des citoyens ?
- Quelles innovations politiques récentes pourraient être mises en évidence en termes de démocratie participative, de renforcement des initiatives de la société civile ou de renouvellement de la relation entre le gouvernement local et les résidents ?
- Comment le municipalisme féministe est-il lié à l'évolution vers une gouvernance plus horizontale et à la promotion de la démocratie participative ?
- Quel rôle a joué le municipalisme féministe dans la construction de territoires solidaires favorisant la transformation démocratique et la participation des citoyennes ?

### Ordre du jour de la session

- Introduction par Amanda Fléty, coordinatrice de la CISDPDH (7 minutes)
- Premier panel : Focus sur le municipalisme et les mouvements sociaux (50 minutes)
- Gissela Chalá, Adjointe au maire de Quito

- Carla Amtmann Fecci, Mairesse de Valdivia
- Mayra Mendoza, Mairesse de Quilmes
- Clara Brugada, Mairesse d'Iztapalapa
- Chloé Le Bret, Conseillère municipale de Grenoble
- Deuxième panel : Focus sur les approches féministes (50 minutes)
  
- Janet Ågren, Conseillère municipale d'Umeå
- Odette N'Zy, Conseillère municipale de Cocody
- Carolina Contreras, Conseillère municipale de Quilpué
- Elisa Naud, Coordinatrice des analystes à l'OCPM Montréal
- Brigitte Tandonnet, Présidente du Conseil de développement durable de Bordeaux Métropole et médecin gynécologue.
  
- Synthèse et conclusions par Adrià Duarte, OIDP: (10 minutes)

## Contexte

Cette session explorera des innovations récentes et des résultats produits au cours de la dernière décennie, où les gouvernements locaux ont mené une vague de transformation politique grâce à leur interaction avec les mouvements sociaux et les luttes urbaines. En effet, de nouveaux mécanismes ont été mis en place pour mieux représenter les demandes des résidents et élargir les horizons de la démocratie locale vers une réelle co-création des villes. Nombre de ces innovations ont été lancées par le mouvement féministe, qui a mis en avant de nouvelles approches concernant les soins et l'organisation sociale.

La session examinera comment la société civile et les défenseurs des droits ont renforcé leur capacité à articuler les demandes des résidents. Parfois, cela s'est produit par le biais d'un partenariat avec les gouvernements locaux. Dans d'autres cas, cette vague a franchi une étape supplémentaire au sein du gouvernement local, en établissant de nouvelles coalitions et alliances.

Les politiques de démocratie participative ont été essentielles pour renforcer ce dialogue et faire avancer la co-création des villes en tant que biens communs. En conséquence, cette session partagera les mécanismes concrets développés pour renforcer le dialogue entre le gouvernement local et la société civile, ainsi que les politiques "ouvrant" les institutions à la participation directe, en établissant de nouvelles politiques de démocratie participative à cette fin.

Ce panel sera attentif à la manière dont le mouvement féministe représente un élément clé d'une "meilleure normalité" après la COVID-19 vers une démocratie locale renouvelée. Cet espace de débat permettra la convergence des stratégies pour le déploiement du féminisme et de la participation au niveau local.

Enfin, cette session explorera les concepts de droit à la ville et de droits humains, qui ont été essentiels pour déclencher l'organisation sociale autour des luttes urbaines (logement, habitat, eau, environnement...) et renforcer la capacité des organisations sociales à influencer les agendas politiques. Les gouvernements locaux ont intégré ces concepts afin d'encourager une nouvelle façon d'entrer en relation avec les résidents, de mieux écouter leurs besoins et de leur donner les moyens d'accéder à leurs droits, et de favoriser une transformation concrète par l'élaboration de politiques fondées sur les droits.